

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Éolien & Sites pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 21 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLE COURGIS

C/o EOS WIND FRANCE - 7 rue d'Argenteuil - 75001 PARIS

Références : 230314

Code AIOT : 0005425788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement EOLE COURGIS implanté à Courgis (89800). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLE COURGIS
- 89800 Courgis
- Code AIOT : 0005425788
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est composé de 6 aérogénérateurs de 126 mètres en bout de pâle. Il a été mis en service le 13 juin 2014. L'inspection s'est portée sur la vérification de l'éolienne n° 8.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Sécurité / sûreté
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Electrique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Identification aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Prévention et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra s'assurer du nombre d'extincteurs dans l'installation (a minima deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci), mettre en place un parc d'extincteurs adaptés aux risques et s'assurer de leur vérification périodique, remettre en état le panneau positionné sur le chemin d'accès indiquant les prescriptions à observer pour les usagers, et s'assurer de la mise en conformité électrique de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 1
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : I - Le présent arrêté est applicable aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées.
Constats : La société EOS Wind France II exploite 6 éoliennes. Elles ont été mises en service le 13 juin 2014. Elles font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mars 2011 au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'accès à l'éolienne se fait par un chemin en terre gravillonné. Les abords de l'éolienne sont bien entretenus et en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Electrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Autre, Electrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1 ^{er} alinéa : <ul style="list-style-type: none">- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
Constats : Le rapport de vérification périodique du 7 septembre 2022 a été transmis en amont de l'inspection. Il en ressort 6 non-conformités à ce jour : <ul style="list-style-type: none">- Absence de signalisation du danger électrique et mise à disposition partielle des équipements de protections individuels dans l'ensemble de l'enceinte de l'aérogénérateur ;- Présence de légères dégradations du matériel ;- Fonctionnement défectueux de l'éclairage. Le suivi des non conformités est assuré via un logiciel EOFIX. L'exploitant informe l'IIC (inspecteur des installations classées) qu'aucune non conformité n'a été levée. Les installations électriques sont contrôlées annuellement et font l'objet de rapport, annexé au registre de maintenance. L'exploitant devra s'assurer de la mise en conformité électrique.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaunes et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1^{er} alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : Un rapport de suivi environnemental a été réalisé en décembre 2015. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de mortalité de l'avifaune.</p> <p>L'exploitant nous informe que le prochain suivi sera réalisé en 2024 et que les axes issus du premier rapport seront pris en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - suivre les mois d'été afin de suivre l'envol des jeunes. Actuellement, les résultats de 5 mois sont extrapolés à une année entière. - négocier un accord avec les agriculteurs pour pénétrer dans les parcelles agricoles situées autour des éoliennes. <p>L'exploitant n'est pas concerné pour le dépôt des données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018</p> <p>Toutefois, il devra s'assurer du versement lors du prochain suivi 2024 - 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Identification aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Identification aérogénérateur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'exploitant a déclaré son parc sur l'outil de référencement des éoliennes (OREOL). Le numéro d'identification de l'éolienne est visible sur le mât et correspond avec la déclaration OREOL. Les prescriptions à observer par les usagers sont affichées sur le chemin sur la porte d'entrée de l'aérogénérateur, sur le panneau positionné sur le chemin d'accès. Elles comportent : 1 - Porte d'entrée de l'aérogénérateur <ul style="list-style-type: none">- consigne de sécurité à suivre en cas de situation anormale (odeur, bruit)- interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur- mise en garde et conduite à tenir en cas de risque d'électrocution 2 - Panneau positionné sur le chemin d'accès <ul style="list-style-type: none">- interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur- mise en garde et conduite à tenir en cas de risque d'électrocution- mise en garde face aux risques de chute de glace- numéro d'appel des secours (pompiers, polices secours, SAMU) et exploitant. Ce panneau a été détérioré, l'exploitant doit le remettre en état
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Le personnel s'assurant du bon fonctionnement de l'aérogénérateur ont suivi une formation générale à la sécurité. Celle-ci portait sur : <ul style="list-style-type: none">✓ Le Manuel de présentation des règles SSE pour les intervenants permanents dans sa version 4✓ La procédure Gestion des situations d'urgence dans sa version 6✓ La procédure Gestion des entreprises extérieures dans sa version 1 Un exercice avec le SDIS a eu lieu le 23 janvier 2021. Les accidents / incidents survenus dans l'installation ainsi que la réalisation des exercices d'entraînement sont consignés dans un registre. Les conditions de réalisation ainsi que l'analyse des situations sont réalisées. Un suivi de chaque incident et de chaque exercice est réalisé, une analyse est réalisée et un plan d'action est mis en œuvre avec un responsable dédié et un échéancier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'installation est maintenue est bon état de propreté. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé. Toutefois, la nacelle n'a pas fait l'objet d'une vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Constats : L'état fonctionnel des équipements a fait l'objet de tests de vérification à la mise en service (16 avril 2013) et dans un délai d'un an (26/08/2014) suite à la mise en service. Un protocole de maintenance est mis en place. Ces résultats sont consignés dans le registre de maintenance.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison font l'objet d'un suivi annuel par un organisme compétent et sont consignées dans le registre de maintenance.</p> <p>Les résultats de l'état fonctionnel des équipements, y compris les installations électriques sont consignés dans un registre de maintenance informatisé. Chaque non-conformité est suivie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mise en sécurité industrielle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité industrielle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pâles et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>

<p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Constats : L'état fonctionnel des équipements de chaque éolienne, y compris les brides de fixations, les brides de mât, fixation des pâles ainsi que le mât, fait l'objet d'un protocole de maintenance annuel qui contient toutes les activités requises pour la maintenance. La périodicité retenue pour le contrôle des brides et de la fixation des pâles est de 2 ans. Le dernier contrôle a été réalisé le 08 juillet 2020.</p> <p>Chaque protocole contient le numéro de série de l'éolienne, la date de mise en service, l'emplacement, le nombre d'heure de service, la production réalisée, ainsi que la consommation propre. Chaque protocole est signé par le personnel de maintenance.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison font l'objet d'un suivi par un organisme compétent.</p> <p>L'installation est équipée de systèmes de détection des incidents. Chaque dysfonctionnement est remonté systématiquement à l'exploitant qui peut se rendre sur place dans un délai de 15 à 20 minutes.</p> <p>Les résultats de l'état fonctionnel des équipements, y compris les installations électriques sont consignés dans un registre de maintenance informatisé. Chaque non-conformité est suivie. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles sont consignés dans le registre de maintenance</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Entretien de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Un manuel d'entretien est disponible dans l'installation. La nature, les fréquences des opérations de maintenance, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité sont précisées. Un registre de maintenance informatique est tenu à jour. Les maintenances sont réalisées, la nature et les défaillances ainsi que les actions à mettre en œuvre sont consignées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Autre, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pâles et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats : Un manuel de présentation des règles liées à la Santé, la Sécurité et l'Environnement pour le personnel est disponible informatiquement. Il comprend l'ensemble des procédures et règles de sécurité spécifiques. Des consignes de sécurité sont affichées dans la plate forme de l'éolienne.

Une instruction de travail du 16 avril 2021 précise l'ensemble des consignes de sécurité qui sont établies. Elle intègre la procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt, les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles, les procédures d'alertes et informations à transmettre aux services de secours, les consignes de sécurité à mettre en œuvre permettant de maintenir les installations en sécurité :

- en cas de survitesse
- en cas de conditions de gel
- en cas d'orage
- en cas de tremblement de terre
- en cas de haubans rompus ou relâchés
- en cas de défaillance des freins
- en cas de balourd du rotor
- en cas de fixations détendues
- en cas de défaut de lubrification
- en cas de tempêtes de sable
- en cas d'incendie
- en cas d'inondation.

Un plan de maintenance et de prévention annuel est en place.

Une procédure de gestion des situations d'urgence du 11 janvier 2023 est mise en place.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Détection fonctionnement anormal

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Autre, Détection fonctionnement anormal
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : Les personnels s'assurant du bon fonctionnement de l'aérogénérateur ont suivi une formation générale à la sécurité. Celle-ci portait notamment sur : ✓ le Manuel de présentation des règles SSE pour les intervenants permanents dans sa version 4 ✓ la procédure Gestion des situations d'urgence dans sa version 6. Trois personnes ont été formées. Un exercice avec le SDIS le 23 janvier 2021 a complété la formation. La procédure de gestion des situations d'urgence du 11 janvier 2023 spécifie entre autre d'informer les services d'urgence et la DREAL. L'instruction de travail du 16 avril 2021 précise l'ensemble des consignes de sécurité, notamment les arrêts d'urgence et mesures à prendre en cas d'incendie et de survitesse dont ont pris connaissance les agents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prévention et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Autre, Prévention et lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. Constats : Un extincteur a été disposé dans la plate forme de l'aérogénérateur facilement accessible. La nacelle n'a pas fait l'objet de vérification. Les agents d'extinction sont appropriés au risque à combattre. Toutefois, la vérification périodique des extincteurs n'a pas été réalisée en 2022, l'exploitant informe que les extincteurs doivent être changés prochainement (révision tous les 10 ans). L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- s'assurer du nombre d'extincteurs dans l'installation (a minima deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci),- mettre en place un parc d'extincteurs adaptés aux risques et s'assurer de leur vérification périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Formation de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Autre, Formation de glace
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pâles de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pâles permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.

Constats : L'aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter la formation de glace sur les pâles de l'aérogénérateur.

Un système de commande contrôle la température extérieure ainsi que la température au niveau de divers composants de l'installation. Si la température extérieure descend sous -10°, la commande procède automatiquement à l'arrêt de l'éolienne. Par ailleurs, il empêche le démarrage de l'éolienne tant que la température déterminée n'est pas atteinte.

Une équipe de techniciens sera envoyée sur site pour un état des lieux.

Le manuel de présentation des règles liées à la Santé, la Sécurité et l'Environnement pour le personnel du 02 août 2019 ainsi qu'une instruction de travail du 16 avril 2021 précisent l'ensemble des consignes de sécurité, dont la conduite à tenir en cas de condition de gel.

Lors d'une formation générale à la sécurité dispensée le 10/11/2022, une présentation de la gestion du givre, y compris le redémarrage de l'installation avec 2 niveaux d'intervention, a été abordée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

Thème(s) : Autre, Nuisances sonores

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans les mesures suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée, incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Supérieur à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Constats : L'exploitant nous informe que plusieurs plaintes ont été adressées par le passé suite au bruit engendré par les éoliennes.

Un rapport d'étude acoustique a été réalisé le 30 juin 2015. Plusieurs non-conformités ont été mises en évidence :

=> en période nocturne pour des vitesses de 5 à 8 m/s et pour la direction de vent de nord-est, notamment au point Montallery Nord

=> en période nocturne pour des vitesses de 7 à 8 m/s et pour la direction de vent nord-est (non pris en compte dans la synthèse)

Un bridage a été mis en place suite au rapport. Depuis la mise en place du bridage, aucune plainte n'a été recensée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet